



# Comité directeur 21 juin 2014

## Compte-rendu

### Participants

#### Membre élus

- Philippe Agostini
- Ulrich Bohner
- Jean-Louis Duclusaud (*départ à 15h22*)
- Valéry-Xavier Lentz
- Alain Malégarie
- Henna Malvigie
- François Mennerat
- Guy Plantier
- François Poty
- Jacqueline Poty
- Jean-Luc Prevel
- Claudine Pruvost
- Alain Réguillon
- Dominique Thaury
- Yves Lagier
- Jean-Paul Truchet

#### Mandats

- Florent Banfi : mandat à Valéry-Xavier Lentz
- Jean-Francis Billion mandat à Jean-Luc Prevel
- Daniel Cappelaere mandat à Alain Réguillon
- Sandra Fernandes mandat à Valéry-Xavier Lentz
- Pauline Gessant mandat à Valéry-Xavier Lentz
- François Jager mandat à François Poty
- Frédéric Le Jean mandat à Yves Lagier
- Jacques Chauvin mandat à Dominique Thaury
- Jean-Pierre Gouzy mandat à Alain Réguillon
- Martine Méheut mandat à Dominique Thaury
- Chloé Favre mandat à Alain Réguillon
- Marlis Simmonin-Chanot mandat à Yves Lagier

- Fabien Cazenave, mandat à Valéry-Xavier Lentz (non pris en compte)
- Lena Morel, mandat à Valéry-Xavier Lentz (non pris en compte)

#### Observateurs

- Jeannie Lagier
- Danièle Porteret

#### Les travaux commencent à 10h40

Accueil par Alain Réguillon

En raison des grèves SNCF certains participants ont annoncé arriver en retard. Alain regrette la faible participation des membres du Comité directeur.

### Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé qu'un comité restreint se constitue d'ici au prochain comité directeur pour travailler sur le règlement intérieur.

Ce comité ad hoc doit rendre ses conclusions avant le 30 octobre : y participeront Jean-Paul Truchet, François Mennerat et Valéry-Xavier Lentz.

### Compte-rendu d'activité du bureau exécutif

Alain rend compte de l'activité du bureau.

Dominique Thauray et Yves Lagier font remarque que le compte-rendu de l'Assemblée générale n'a pas été diffusé..

Claudine Pruvost regrette le trop grand nombre de membres dans le bureau. Alain Réguillon souligne que ceci est imposé par les statuts et propose au comité qui travaille sur le Règlement intérieur de proposer les aménagements aux statuts qui pourraient s'avérer souhaitables.

### Compte-rendu d'activité des sections régionales

#### Alsace

En l'absence d'un représentant de la section Ulrich Bohner rend compte de l'activité de la section dont il a eu connaissance. Un stand a été notamment tenu au cours de la campagne européenne.

*Ulrich bohner attire l'attention sur le 3e Forum Mondial de la Démocratie qui se déroulera à Strasbourg du 3 au 5 novembre prochain, et qui sera consacré à la jeunesse. Le Forum , organisé principalement par le Conseil de l'Europe et soutenu par le gouvernement français et les collectivités territoriales draine plusieurs centaines de participants. Il est public et on peut y participer, à condition d'être inscrit assez tôt*

(sur [www.coe.int](http://www.coe.int)). Une occasion pour faire valoir les idées fédéralistes.

## Franche-Comté

Yves Lagier souligne que la section comprend aussi quelques adhérents en Bourgogne. La section a occupé le terrain, seule ou avec le Mouvement européen (présidé par François Mennerat). Une opération a été organisée à Besançon avec des députés au Parlement européen du Grand Est avec 250 participants.

Une autre opération à Villers-le-lac a réuni 300 personnes à l'initiative de René Binetruy.

Plusieurs tractages ont été réalisés avec des documents communs au MEF. Environ 4000 tracts distribués.

Enfin les membres de l'UEF se sont associés aux opérations de la Maison de l'Europe de Franche-Comté mais sans mise en avant de l'UEF, celle-ci se contentant de faire de l'information sur l'existant.

## Ile-de-France

Dominique Thauray rend compte de l'activité de la section.

Trois réunions en janvier, mai et juin avec 10-15 personnes.

En février large participation à l'organisation du weekend de formation UEF-JEF à Paris à laquelle ont participé une dizaine de membres de la section.

Pour l'opération "Aimons l'Europe", 2000 tracts ont été distribués en une soirée avec 15 personnes (toutes associations confondues) avec un bon accueil du public.

Trois membres de l'UEF se sont impliqués dans la préparation d'une rencontre avec Michel Barnier (600 participants) où un stand a été tenu par Dominique.

En mai la section a réalisé 9 tractages, dont une présence aux EGE et à la fête de l'Europe et des opérations dans les gares du 19 au 23 mai. 14 personnes de la section ont participé plus quelques membres MEF et JEF. 4000 tracts ont été distribués.

Le 13 mai Dominique Thauray a participé à la remise de la pétition "Plus d'Europe à la télévision" à France télévision au nom de l'UEF, partenaire de cette pétition.

Le 17 mai la section a tenu un stand au village européen des JE-F avec la participation de 5 membres de la section.

Dominique a fait signer trois pledges.

Dominique a participé et pris la parole en tant qu'UEF à des réunions du réseau associatif Eurocitoyens, de la Ligue européenne, de la maison de l'Europe et à l'AG de Sauvons l'Europe.

## Nord/Pas-de-Calais

Claudine Pruvost rend compte des activités de la section.

Une enquête auprès des élus a montré une véritable envie de fédéralisme. Ces résultats ont fait l'objet de communiqué.

La section a participé au Village européen.

Plusieurs tractages ont été réalisés sur les marchés.

Les membres de la section ont assisté à plusieurs réunions publiques où ils se sont présentés en tant qu'UEF.

Enfin plusieurs membres ont assistés au Comité fédéral européen de l'UEF.

Claudine mentionne que la coopération avec les autres associations européennes reste à développer.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aucun rapport de PACA n'est présenté.

Dominique Thauray informe que la section compte 16 adhérents. Alain Réguillon rappelle que la section a cosigné l'appel aux candidats aux européennes pour la signature de l'appel UEF-JEF.

Rhône-Alpes

Jean-Paul Truchet présente un rapport d'activité.

La section a participé au tractage de la Saint-Valentin. D'autres opérations ont été menées à l'approche des élections.

La section s'est aussi impliquée sur la campagne ICE permettant ainsi de rencontrer un public différent du public habituel de l'association.

Deux permanences par mois à la Maison de l'Europe.

*Valéry-Xavier propose de diffuser un modèle de rapport d'activité des sections semblable à celui qui est demandé aux sections nationales par l'UEF-Europe. Cette formule facilitera le rassemblement des informations pour le rapport au niveau européen. Cette proposition est acceptée.*

## Point sur l'état des adhésions et les finances de l'association

Dominique signale que nous avons en caisse 453,66 euros. Il manque les cotisations Rhône-Alpes et Ile-de-France qui vont arriver prochainement.

Aucune information bancaire n'est disponible pour les sections Alsace et PACA, les cotisations de ces sections n'ont donc pas été reversées.

Dépenses exceptionnelles du premier semestre : 150 euros de contribution au weekend de formation UEF-JEF et 233 euros pour la résiliation de l'ancien site.

Cotisations à jour 2014 reçues par le trésorier national : Ile-de-France : 19 ; PACA 16 ;

Franche-Comté-Bourgogne 14, Rhône-Alpes 7. Au total 68 adhésions 2014 ont été reçues. Rhône-Alpes informe qu'une trentaine de cotisations doivent être reversées.

Des relances vont être réalisées par les sections et via nos outils de communication.

Alain Réguillon propose l'envoi d'un courrier postal aux adhérents 2013 avec une relance. Une lettre du président national sera transmise aux sections qui pourront l'accompagner d'un courrier du président de la section lorsque c'est possible. Cette relance serait à envoyer début septembre.

## Points d'informations

Point d'information sur les activités des organismes internationaux et nationaux  
François Mennerat rend compte du Comité fédéral de l'UEF-Europe une semaine auparavant.

Dans son discours initial sur la situation politique, le président Elmar Brok a insisté sur le fait que si Juncker est confirmé comme président de la Commission suite au processus de présentation de candidats par les partis, ce serait une avancée sans précédent, portée par les fédéralistes, même si elle demeure insuffisante. En ce qui concerne le gouvernement du Royaume-Uni, Elmar Brok déclare que les Britanniques devront se conformer au choix majoritaire. Il regrette que David Cameron, avec son attitude butée, se méprenne complètement quant au sentiment proeuropéen dont faisait preuve Margaret Thatcher.

François souligne le rôle remarquable de l'UEF-Europe dans la campagne avec production de nombreux documents (engagement électoral, argumentaires, etc.) et la présence d'une délégation active aux congrès de tous les partis politiques européens.

L'association a connu cette année des difficultés de trésorerie en raison du retard de la Commission au versement de sa subvention, mais a depuis la veille (20 juin) des perspectives financières rassurantes, puisque cette subvention est assurée pour les 4 années à venir et a été augmentée de 40 %.

Christian Wenning, qui a su renouveler les méthodes de travail du secrétariat de l'UEF-Europe, cède le poste de secrétaire général à Paolo Vacca, qui, comme lui, sera bénévole. En même temps, Olivier Hinnekens est remplacé dans sa difficile fonction de trésorier (c'est lui qui a su négocier la nouvelle subvention avec la Commission) par Kolja Bienert.

Trois résolutions ont été adoptées en plénière (cf.

<http://www.federalists.eu/policies/resolutions>) :

- Motion sur la relance d'une politique étrangère et de défense pour l'Europe
- Motion de soutien à l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen en vue d'une meilleure et plus forte légitimité
- Motion demandant au Conseil européen et au Parlement nouvellement élu de ne pas trahir les électeurs

Claudine Pruvost constate le budget excédentaire de l'UEF-Europe, et s'étonne par conséquent

des frais de participation élevés (50 euros) pour ce weekend, y compris pour les observateurs.

**Les travaux sont suspendus à 13h pour la pause déjeuner. Les travaux reprennent à 14h21.**

Proposition de Jean-Francis Billion : participation de l'UEF-France à la 2e semaine d'action mondiale pour un parlement mondial. Le document joint au dossier donne les informations sur cette initiative.

Dominique Thauray demande quel est le statut de l'UEF-Europe au regard du WFM. Si l'UEF-Europe est membre du WFM il n'est peut être pas nécessaire que l'UEF-France cotise également.

Point sur l'Initiative citoyenne européenne (ICE) pour un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois

Des documents d'information ont été joints au dossier pour les participants. Jean-Luc Prevel fait le point en soulignant les soutiens de l'initiative qui ont été reçus. L'initiative a été présentée au Comité économique et social européen dont le président Henri Malosse soutiens l'initiative.

Plusieurs participants soulignent le faible nombre de signatures numériques obtenues à ce jour et la diminution notable des recettes attendues pour la TTF et la taxe carbone, base financière de l'ICE.

Point d'information sur la communication

Valéry-Xavier rappelle le travail engagé et en cours et le reste à faire (plaquette, lettre *Europe fédérale*). Il souligne les insuffisances en matière de travail collaboratif à distance.

François Mennerat propose la mise en place d'un forum de discussion interne ouvert aux adhérents. Valéry-Xavier va étudier les modalités de mise en oeuvre de cette idée.

Dominique Thauray souhaite que les publications produites par les membres de l'UEF soient diffusées sous le sigle UEF et non pas d'associations tierces (ex. des fiches de formation).

Valéry-Xavier indique que selon lui c'est aux auteurs de chaque document de décider dans le cadre de quelle association ils publient leur production. Il insiste aussi sur la nécessité de transparence pour ouvrir l'association et faciliter l'accès à l'information par les adhérents et sympathisants.

Alain Malégarie approuve l'observation sur le logo de l'UEF mais partage le point de vue que notre parole doit être accessible le plus largement possible.

François Mennerat indique son accord avec Dominique Thauray sur le fait que l'UEF doit être mentionnée en tant qu'éditeur de nos productions.

Jean-Paul Truchet indique que pour les textes n'engageant pas l'association une mention le précisant peut y être apportée.

Alain Réguillon se dit prêt à diffuser sa lettre d'information sous l'étiquette UEF.

Jean-Luc Prevel précise en réponse à Yves Lagier le statut de l'association Presse fédéraliste. Yves Lagier et François Mennerat souhaitent qu'il n'y ait pas d'ambiguïté entre ses publications et les nôtres.

## Planning des réunions UEF-France

Les dates suivantes sont retenues :

- Samedi 20 septembre 2014 : bureau exécutif (Paris)
- Samedi 29 novembre 2014 : comité directeur (Lyon)

Le bureau du 20 septembre décidera de ses réunions et proposera les dates des autres réunions de nos instances. Les dates suivantes sont envisagées.

- Samedi 21 mars 2015 : comité directeur (Paris)
- Samedi 20 juin 2015 : comité directeur (Lyon)
- Samedi 19 septembre 2015 : assemblée générale (Paris)
- Dimanche 20 septembre 2015 : comité directeur (Paris)

## Débat sur l'état du débat européen

*Alain Réguillon* fait le point sur l'actualité européenne notamment sur l'état des lieux de la composition des groupes au Parlement européen.

Il rappelle l'idée de participer au travail de mémoire autour du 1er conflit mondial et de rappeler les tentatives d'union faites depuis le 19e siècle et la conséquence de la division de l'Europe. Ce travail pourrait être couplé avec un grand rassemblement fraternel en 2016 en liaison avec UEF-Europe.

Nous devons affirmer notre projet de fédération et brandir plus que jamais notre drapeau fédéraliste et confirmer notre vision d'une Union européenne fondée sur une double identité avec une avant garde fédérale et des pays qui ne la rejoindraient pas tout de suite.

Nous devons travailler avec les élus sur les affaires européennes.

Nous devons être parti prenante du débat sur la réforme territoriale. On ne fera pas bouger les lignes sur l'Europe s'il n'y a pas un changement profond de la gouvernance nationale.

Alain encourage tous les membres de l'association à alerter le bureau sur les questions d'actualités qui pourraient nécessiter une réaction de l'association et à fournir une production éditoriale pour exprimer les points de vue des militants fédéralistes.

Enfin nous avons besoin de davantage de cohésion et d'engagement, essentiel pour donner de la lisibilité à notre mouvement.

Alain conclut en indiquant qu'il est disponible pour se déplacer lors d'événements organisé par les sections que ce soit pour rencontrer les militants ou pour une réunion publique.

*François Mennerat* partage tout ce qu'a dit Alain Réguillon mais souhaite commenter les causes

de la situation actuelle. Il souligne que le FN a fait moins de voix qu'aux municipales ce qui montre l'importance de l'abstention. François indique que la démocratie semble ne plus intéresser les jeunes. La société d'aujourd'hui n'est pas comparable à celle d'il y a 50 ans.

En ce qui concerne la commémoration, il est important de montrer que nous ne sommes pas des militants européens lambda et toujours aborder ces événements sous un angle fédéraliste.

Nous devons inlassablement mener le débat sur le projet fédéraliste et ne devons pas selon François apparaître comme des maximalistes et nous devons, outre l'objectif final, nous prononcer aussi sur les étapes intermédiaires. Ainsi le projet d'Andrew Duff de loi fondamentale ne mentionne pas l'objectif fédéral mais participe à la démarche pour aller vers cet objectif.

Si il est évident pour tout le monde qu'il faut une avant-garde (et non pas un noyau dur terme pas assez ouvert) nous devons tenir compte des institutions existantes. Il y a là des points de débats à avoir sans forcément devoir les clôturer.

En ce qui concerne la commission "décentralisation" il convient de parler plus clairement ce que nous souhaitons dans le titre de celle-ci. Le problème n'est pas les frontières des régions mais leur budget et leur autonomie.

*Dominique Thauray* cite des sondages concernant l'état de l'opinion qui devraient nous faire réfléchir.

*Philippe Agostini* souligne que l'électorat FN ne doit pas être trop stigmatisé. Il se prononce sur les enjeux qui ne sont pas nécessairement liés à une posture nationaliste. Les solutions sur des thèmes comme l'immigration ont vocation à être européennes.

*Jean-Paul Truchet* revient sur l'abstentionnisme. Il en veut d'abord aux partis qui montrent une image désastreuse dans ce type d'élection qu'ils estiment secondaires. Souligne le fait que l'on a pu se faire entendre -en partie - au cours de la campagne par France télévision qui a dû réagir. Dans le cadre de la réforme territoriale il alerte sur le risque de coalitions FN-UMP/Droite forte aux régionales, alors que les partis (UMP, PS, UDI-Modem...) ne changent pas de comportement. Le Nord, Rhône-Alpes et PACA pourraient basculer.

*Guy Plantier* considère que le 25 mai n'est pas un drame et reste optimiste. L'élection a été le révélateur de réactions à la crise mais la crise fait aussi avancer l'Europe. Ceux qui veulent l'Europe restent majoritaires. Enfin les débats autour des européennes ont permis de clarifier nos idées. Face au FN les candidats "pro-européens" ont manqué de courage. Les fédéralistes doivent savoir dire qu'ils veulent un État fédéral européen et le répéter. La fédération européenne sera plurinationale.

*Valéry-Xavier Lentz* souligne que l'abstention n'est pas un phénomène limité aux élections européennes ni à l'Europe et est une tendance globale toute élection confondue et sans toutes les démocraties. Nous devons donc réfléchir sur la démocratie à tous les niveaux.

Notre rôle est de faire vivre le débat sur le fédéralisme dans l'espace public mais pas nécessairement trancher sur telle ou telle solution.

Pour les commémorations nous devons adopter au prochain bureau un texte décrivant notre projet pour le proposer aux autres sections.



*Yves Lagier* souhaite que le bureau européen UEF soit saisi avec une note sur les commémorations.

Nous devons prendre contact avec les députés européens qui ont signé notre engagement et que notre président puisse les rencontrer et que nous puissions travailler avec eux.

En ce qui concerne les territoires Yves abonde dans le sens de Jean-Paul Truchet sur le risque avec le mode de scrutin de voir des régions gouvernées par le FN.

Il propose d'intituler la commission "fédéralisation du territoire".

*Ulrich Bohner* souligne la responsabilité lourde des partis notamment au regard de la composition des listes mais plus généralement avec l'atmosphère de corruption ambiante ; des gouvernants qui n'assument pas les décisions qu'ils prennent au niveau européen ; et des médias.

Il estime l'idée de mélanger députés européens et députés nationaux à la gouvernance de la zone euro très pernicieuse.

*Alain Malégarie* indique que au cours des débats des européennes un des arguments qui portaient était l'idée d'une industrie européenne plus que la doctrine politique et son organisation institutionnelle.

Nous n'avons pas le monopole du fédéralisme : il faut être pragmatique et s'adapter. Au moins huit partis parlaient du fédéralisme dans la campagne. Michèle Rivasi d'EELV se réclamait pas exemple du fédéralisme, ou encore des candidats du Modem, de Nouvelle Donne... malgré l'idée de l'euro franc. Idem pour la liste féministe, Europe-Espéranto, le Parti européen, le PFE et RPS.

L'abstention prend 2 à 4 points par élection depuis 1979. Elle n'a pas augmenté pour la première fois.

Le 25 mai est un drame pour la France, pas pour l'Union européenne. L'extrême-droite a du mal à faire son groupe. Sans groupe, ils perdraient alors 2,6 millions d'euros et des facilités au Parlement. En France nous risquons une droitisation de l'ensemble de la classe politique, PS compris. Cf. le discours de François Hollande au lendemain de l'élection où il cautionne l'idée que l'Europe est devenue "illisible et incompréhensible même pour les États".

*Danielle Porteret* souhaite un rajeunissement des mouvements fédéralistes.

*Ulrich Bohner* pose la question d'un système électoral unique et celle de l'obligation du vote.

*Claudine Pruvost* invite à aller parler de fédéralisme dans l'éducation, la formation initiale et la formation continue, dans les syndicats. Les réseaux sont très importants. Il faut de la pédagogie. Elle propose la formule des MOOC ou des *serious games* comme moyens de formation sur le fédéralisme. Enfin elle indique que l'État fédéral est son horizon mais pas "subito".

*Henna Malvique* s'interroge sur les raisons du vote FN. Elle insiste par ailleurs sur l'importance du travail sur le fédéralisme interne. Le nombre des régions n'est pas le sujet le plus important mais c'est plutôt la suppression du département et des préfets et l'autonomie, y compris fiscale, des régions.

*Jacqueline Poty* indique à Claudine que chacun d'entre nous a ses propres réseaux et que nous travaillons aussi avec le Mouvement européen qui intervient par exemple dans l'éducation et les

écoles.

*François Poty* appuie ce qui a été dit par Ulrich. Il s'interroge sur le financement de la campagne et notamment du Front national qui connaissait il y a quelques années des difficultés financières.

*Dominique Thauray* indique que le problème de base est l'éducation à l'Europe, sur ce qu'elle fait et qu'elle puisse faire. Nous devrions dit-il continuer à informer.

Il faut être vigilant. Nous devons être en mesure de répondre aux contre vérités publiées dans la presse.

Il propose que chaque tribune publiée soit envoyée par mail à nos adhérents comme le fait *Sauvons l'Europe*.

Enfin il s'interroge sur le très grand nombre de candidatures.

*François Mennerat* informe que Elmar Brok est déterminé à recréer un intergroupe fédéraliste mais que le Groupe Spinelli n'était pas un tel intergroupe.

*Alain Réguillon* propose de faire remonter des propositions sur ce que devrait faire l'UEF-France qui seront discutées lors de la réunion du bureau.

Il prévoit d'ores et déjà d'écrire aux Parlementaires européens français qui ont signé l'appel pour se manifester et les inciter à rejoindre l'intergroupe fédéraliste lorsqu'il sera en place.

## Mise en place de la commission "décentralisation"

Se manifestent pour participer la Commission décentralisation / fédéralisme interne :

- Ulrich Bohner
- Jean-Louis Duclusaud
- Yves Lagier
- Henna Malvigue
- François Mennerat
- Claudine Pruvost
- Alain Réguillon
- Dominique Thauray

**Fin des travaux : 17h00**